



MOYENS, AIDE JURIDICTIONNELLE
ET PROFESSIONS POUR LA JUSTICE

2 | L'AIDE JURIDICTIONNELLE

2.1 L'AIDE JURIDICTIONNELLE - DÉCISIONS

En 2024, les bureaux d'aide juridictionnelle de la Cour de cassation, du Conseil d'État et de la Cour nationale du droit d'asile ont rendu respectivement 5 200, 3 800 et 50 700 décisions portant sur l'aide juridictionnelle (AJ), soit une baisse de respectivement 7 %, 11 % et 17 % par rapport à 2023. Les bureaux d'aide juridictionnelle des tribunaux judiciaires ont prononcé 916 400 décisions, soit une hausse de 13 % en un an. De même, le nombre de décisions sur recours rendues en 2024 par les cours d'appel est en hausse de 7 % par rapport à 2023, et s'établit à 7 100 décisions.

En 2024, les bureaux d'aide juridictionnelle des tribunaux judiciaires ont prononcé 757 100 admissions à l'aide juridictionnelle (83 % des décisions). Les rejets représentaient 10 % des décisions des bureaux d'aide juridictionnelle (BAJ) des tribunaux judiciaires (88 000 décisions). Les rejets et autres décisions (irrecevabilité, caducité, non-lieu et incompétence) sont également majoritaires devant la Cour de cassation et le Conseil d'État, représentant respectivement 69 % et 87 % des décisions. À l'inverse, devant la Cour nationale du droit d'asile, les admissions représentaient 97 % des décisions, l'aide juridictionnelle étant de droit devant cette juridiction.

Le délai moyen d'instruction des demandes d'aide juridictionnelle devant les BAJ des tribunaux judiciaires s'établit à 61 jours en 2024. Cette durée se rallonge de 6 jours par rapport à 2023. Elle est sensiblement plus courte pour les demandes débouchant sur une admission (57 jours).

En 2024, les décisions des bureaux d'aide juridictionnelle des tribunaux judiciaires (TJ) portent dans 60 % des cas sur des affaires civiles, dans 28 % sur des affaires pénales et dans 11 % sur des affaires administratives.

La part des rejets, en 2024, est plus importante en matière civile qu'en matière pénale (respectivement 9 % contre 7 % des décisions). En matière administrative, le taux de rejet s'établit à 14 % en 2024, en hausse de 2 points par rapport à 2023.

Si le nombre d'admissions est en hausse en matière civile (+ 13 %) et pénale (+ 3 %), les admissions en matière administrative connaissent une légère baisse (- 1 %). Les rejets prononcés par les bureaux d'aide juridictionnelle des TJ sont quant à eux en hausse de 30 % sur un an.

Définitions et méthodes

L'aide juridictionnelle (AJ) est une aide apportée aux personnes dépourvues de ressources suffisantes et d'une assurance protection juridique (couvrant la totalité des frais de justice) pour exercer leurs droits en justice en leur faisant bénéficier d'une dispense de frais de justice et d'une prise en charge par l'État des frais de justice et des honoraires des auxiliaires de justice (avocat, huissier, notaire, etc.).

Depuis le 1^{er} janvier 2021, la loi prévoit que l'aide juridictionnelle peut être accordée en fonction :

- du revenu fiscal de référence du demandeur ;
- du patrimoine mobilier et immobilier du demandeur (à l'exception de sa résidence principale) ;
- de la composition de son foyer fiscal.

En 2024, une personne seule sans enfant à charge devait avoir un revenu fiscal de référence et un patrimoine (hors résidence principale) inférieurs tous deux à 12 712 euros pour obtenir une aide juridictionnelle totale et à 19 066 euros pour une aide partielle. En outre, l'inéligibilité pouvait être constatée, indépendamment des revenus, si la valeur estimée du patrimoine immobilier (hors résidence principale) était supérieure à 38 132 euros.

La loi prévoit des exceptions si la demande concerne :

- les procédures qui opposent des personnes qui vivent dans le même foyer fiscal (exemple : divorce, violences conjugales), pour lesquelles seuls les revenus du demandeur sur les six derniers mois sont pris en compte et pour lesquelles l'aide juridictionnelle peut être accordée de façon provisoire ;
- les victimes d'actes criminels et/ou terroristes et leurs ayants droits, pour lesquelles l'aide juridictionnelle est de droit ;
- les mineurs, pour lesquels l'aide juridictionnelle est de droit dans certains cas (procédures devant le JAF ou mineur délaissé).

Le bureau d'aide juridictionnelle du tribunal accorde ou non cette aide selon les revenus de la personne. Si la demande est admise, l'État prend en charge tout (AJ totale) ou partie (AJ partielle) des frais.

Le dispositif de l'**AJ garantie** permet, depuis le 1^{er} juillet 2021, à l'avocat commis ou désigné d'office, étant intervenu dans l'une des missions visées à l'article 19-1 de la loi du 10 juillet 1991 (exemple : comparution immédiate) et n'ayant pu obtenir le règlement de ses honoraires, de solliciter de la Carpa le paiement de l'indemnité à laquelle il peut prétendre au titre de l'aide juridictionnelle, sans avoir à déposer un dossier de commission d'office au bureau d'aide juridictionnelle. Le justiciable qui a bénéficié de cette intervention et qui n'est pas éligible à l'aide juridictionnelle ou à l'aide à l'intervention de l'avocat est tenu de rembourser au Trésor public les sommes exposées par l'État.

Dans le cas où aucun dossier n'est déposé devant un bureau d'aide juridictionnelle, le ministère de la justice n'est plus informé de la demande d'AJ. L'instauration de l'AJ garantie se traduit donc par une rupture à partir de 2021 dans les séries du répertoire de l'aide juridictionnelle.

Champ : France.

Sources : Cour de cassation, Rapport annuel 2023 (figure 1 : décisions de la Cour de cassation) ; Conseil d'État, Rapport public 2023 des juridictions administratives (figure 1 : décisions du Conseil d'État et de la Cour nationale du droit d'asile) ; ministère de la justice, SG, SSER, exploitation statistique du Répertoire de l'aide juridictionnelle (figure 1 : décisions des autres juridictions, figure 2).

Pour en savoir plus : « Les bénéficiaires de l'aide juridictionnelle de plus en plus nombreux depuis 2016, jusqu'à la crise sanitaire de 2020 », *Infostat Justice* 187, août 2022.

1. Décisions rendues en matière d'aide juridictionnelle (hors AJ garantie)					
	2020	2021	2022	2023'	2024
Cour de cassation					
Décisions	5 811	6 430	6 494	5 564	5 189
Admission	1 672	1 551	1 491	1 459	1 616
Rejet, irrecevabilité et caducité	4 139	4 879	5 003	4 105	3 573
Conseil d'État					
Décisions	3 321	4 497	4 967	4 209	3 752
Admission	460	677	637	725	638
Rejet, non-lieu, désistement et incompétence	2 861	3 820	4 330	3 484	3 250
Cour nationale du droit d'asile					
Décisions	42 261	62 890	58 256	61 183	50 731
Admission	40 105	59 981	55 250	59 415	49 075
Rejet	2 156	2 909	3 006	1 768	1 656
Cours d'appel ⁽¹⁾					
Décisions	9 705	11 098	8 584	6 607	7 079
Admission	5 436	5 891	4 567	3 375	nd
Rejet	4 191	5 101	3 912	3 014	nd
Autres décisions	78	106	105	218	nd
Bureaux d'aide juridictionnelle des tribunaux judiciaires					
Décisions	982 683	1 056 534	803 291	808 933	916 443
Admission	860 461	916 212	694 821	686 651	757 110
Aide totale	795 431	849 639	634 618	627 583	686 700
Aide partielle	65 030	66 573	60 203	59 068	70 410
Rejet	66 345	67 259	59 136	67 605	87 953
Autres décisions	55 877	73 063	49 334	54 677	71 380
Durée moyenne des procédures (en mois)	1,7	1,6	1,7	1,8	2,0
dont	commission d'office				
Admission	1,6	1,5	1,6	1,6	1,9
Autres décisions	2,9	2,6	2,3	2,5	2,7

⁽¹⁾ décisions rendues sur recours des décisions rendues par les bureaux d'aide juridictionnelle des tribunaux judiciaires

2. Décisions rendues par les bureaux d'aide juridictionnelle en 2024 ⁽¹⁾ selon la nature des affaires concernées (hors AJ garantie)					
	Toutes décisions	Admission à l'aide totale	Admission à l'aide partielle	Rejet	Autres
Total	916 443	685 274	70 300	87 953	72 916
Affaire civile	519 500	390 600	53 488	44 061	31 351
Affaire pénale	244 487	208 422	12 223	15 453	8 389
Affaire administrative	97 399	71 238	3 213	11 666	11 282
Non renseigné	55 057	15 014	1 376	16 773	21 894

⁽¹⁾ l'aide juridictionnelle de la Cour de cassation, du Conseil d'État, de la Cour nationale du droit d'asile et des cours d'appel (décisions sur recours) n'est pas prise en compte dans ce tableau

2.3 L'AIDE JURIDICTIONNELLE – MISSIONS RÉTRIBUÉES

En 2024, les Caisses autonomes de règlement pécuniaire des avocats (Carpa) ont rétribué 1,4 million de missions réalisées par les avocats, en hausse de près de 3 % sur un an. Plus des deux tiers de ces versements ont été réalisés au titre de l'aide juridictionnelle (AJ) (967 600) et près d'un tiers au titre de l'aide à l'intervention de l'avocat (AIA) (445 000). À l'inverse de l'année 2023, les rétributions au titre de l'AIA s'accroissent moins fortement (+ 1 %) que celles au titre de l'AJ (+ 3 %). Sur l'ensemble des missions rétribuées au titre de l'AJ et de l'AIA, 36 % relèvent de la procédure de l'AJ garantie (511 600), en hausse de 5 % par rapport à 2023.

En 2024, les dépenses totales des Carpa au titre de l'AJ et de l'AIA s'élevaient à 619 millions d'euros, en hausse de 3 % par rapport à 2023. Cette hausse se retrouve aussi bien pour les dépenses au titre de l'AJ (+ 3 %), que pour celles au titre de l'AIA (+ 2 %). La rétribution moyenne se stabilise à 438 euros par mission.

Définitions et méthodes

Cf. *fiches 2.1 et 2.2.*

Une Caisse Autonome de Règlement Pécuniaire des Avocats (Carpa) est un organisme dont la première mission est de gérer les fonds déposés par les avocats pour le compte de leurs clients dans les dossiers en cours et ce dans un objectif de contrôle et de transparence. Les Carpa ont pour seconde mission la gestion des fonds destinés à l'accès au droit. Une enveloppe budgétaire est allouée aux Carpa afin de permettre le paiement des interventions au titre de l'aide juridictionnelle. Chaque barreau dispose d'une Carpa et les Carpa de tous les barreaux sont regroupées au sein de l'Union nationale des Carpa (UNCA).

La rétribution des avocats au titre de l'aide juridictionnelle est versée par les Carpa. Elle est calculée à partir du nombre d'unités de valeur (UV) attribué à chaque mission, multiplié par la valeur de cette UV. En 2024, celle-ci était de trente-six euros.

Le périmètre des aides juridictionnelles présentes dans cette fiche est différent de celui de la fiche 2.2. D'une part, une admission à l'aide juridictionnelle ne donne pas toujours lieu à un paiement par les Carpa, si le bénéficiaire ne saisit finalement pas la justice ou si l'aide juridictionnelle concerne la rétribution d'un auxiliaire de justice autre qu'un avocat. D'autre part, il existe un certain délai entre l'admission à l'aide juridictionnelle et le paiement par les Carpa. Une admission ne donne pas nécessairement lieu à un paiement la même année.

L'aide à l'intervention de l'avocat est une aide accordée par l'État pour les procédures extra-judiciaires. Elle est accordée dans les mêmes conditions que l'aide juridictionnelle.

Champ :

France.
Seules les missions réalisées par les avocats au titre de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat sont incluses. Les missions réalisées par d'autres auxiliaires (notaire, huissier, etc.) sont hors du champ des Carpa, et donc exclues.

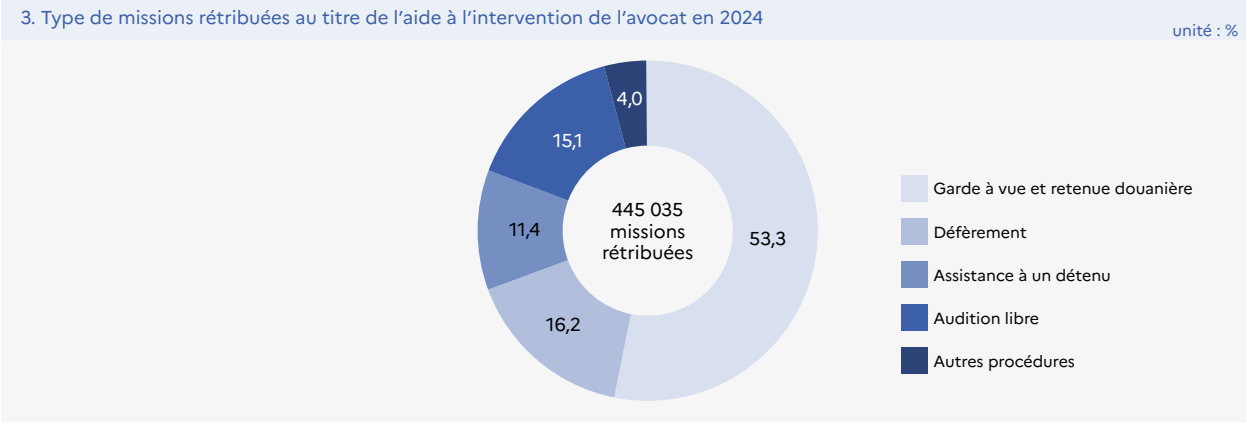
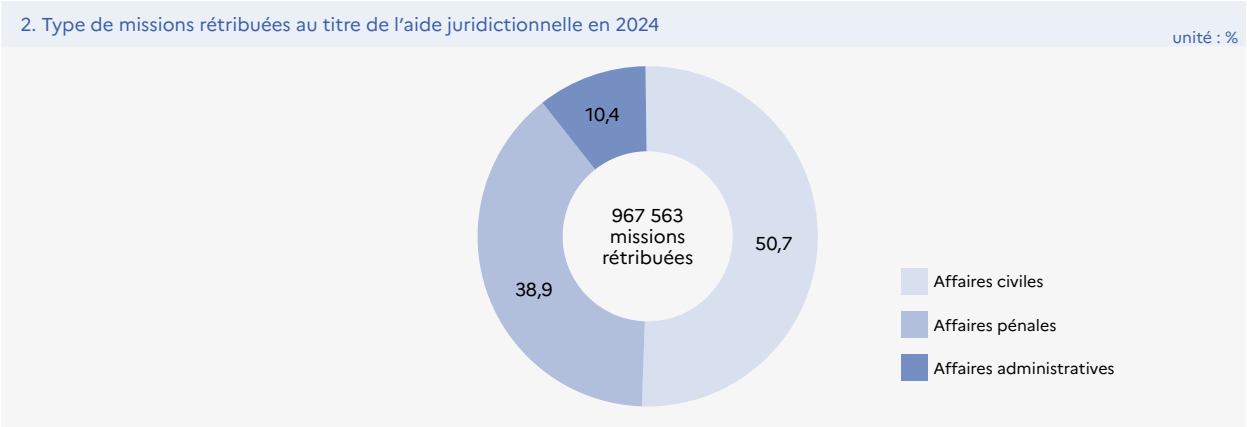
Source :

données de l'Union nationale des Carpa.

Pour en savoir plus :

« Des bénéficiaires de l'aide juridictionnelle de plus en plus nombreux depuis 2016, jusqu'à la crise sanitaire de 2020 », *Infostat Justice* 187, août 2022.

1. Versements des Carpa au titre de l'aide juridictionnelle et de l'aide à l'intervention de l'avocat					
	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de missions rétribuées	923 487	1 173 270	1 298 974	1 374 428	1 412 598
Taux d'évolution (en %)	- 21,2	+ 27,0	+ 10,7	+ 5,8	+ 2,8
dont aide juridictionnelle garantie	so	75 018	375 173	486 940	511 592
Aide juridictionnelle	692 491	854 138	900 810	935 446	967 563
Aide à l'intervention de l'avocat	230 996	319 132	398 164	438 982	445 035
Dépenses totales (en euros)	372 514 324	503 203 901	608 716 239	603 277 326	619 324 279
Aide juridictionnelle	311 611 851	420 138 001	509 831 833	497 749 576	511 894 444
Aide à l'intervention de l'avocat	60 902 473	83 065 901	98 884 407	105 527 750	107 429 835
Dépenses moyennes par mission (en euros)	403,4	428,9	468,6	438,9	438,4
Aide juridictionnelle	450,0	491,9	566,0	532,1	529,1
Aide à l'intervention de l'avocat	263,7	260,3	248,4	240,4	241,4



4. Dépenses moyennes par type de missions et taux d'admission en 2024			
	Ensemble	AJ totale	AJ partielle
Aide juridictionnelle	529	537	329
Affaire civile	580	582 ⁽¹⁾	366 ⁽¹⁾
Affaire administrative	529		
Affaire pénale	463	468	163
Aide à l'intervention de l'avocat	241	nd	nd
Garde à vue et retenues douanières	358	nd	nd
Déferrement	53	nd	nd
Assistance à un détenu	102	nd	nd
Audition libre	174	nd	nd
Autres procédures	99	nd	nd

⁽¹⁾ la distinction entre aide juridictionnelle totale ou partielle n'est disponible que pour l'ensemble des missions civiles et administratives